

Pour changer nos vies et la société, faut s'engager !

En mai prochain, nous « fêtons » la première année du mandat de Nicolas Sarkozy. C'est l'heure des premiers bilans, tant pour son gouvernement que pour ceux qui ont essayé de s'opposer à ses réformes. Loi d'autonomie des universités, réforme des régimes spéciaux, durcissement des lois sur l'immigration et des peines de justice... Les attaques de la droite ont été nombreuses et nous n'avons pas toujours su les contrer.

Pourtant, les mobilisations ont été nombreuses : grève reconductible des transports, blocages d'universités, protection des sans-papiers... Nombreuses mais pas suffisantes. En tout cas, elles auront été utiles car elles ont permis de faire vivre le débat politique dans un pays où la droite veut nous faire croire qu'on ne peut pas choisir, qu'on est obligé de s'adapter à une mondialisation inégalitaire.

Nous refusons de lâcher les armes, bien au contraire. Nous ne sommes qu'au début des mobilisations et des constructions d'alternatives !



Contre le CPE, contre la constitution européenne, contre la guerre en Irak, les jeunes de France ont démontré leur capacité à faire reculer la droite. C'est un avantage important face à un gouvernement qui se croit tout puissant.

Pour obtenir le respect de nos droits, et plus encore, de nouvelles avancées pour toute la société, nous n'avons pas le choix, il faut nous engager tous ensemble pour faire entendre nos voix.

Partout, le Mouvement Jeunes Communistes est prêt à soutenir des luttes, prêt à aider ceux qui le souhaitent à faire vivre leurs idées sur

leurs lieux de vie, d'études ou de travail. Ça ne se fera pas en un jour, mais tout est possible.

Alors, organisons-nous, dans tous les lycées, les facs, les entreprises. Il faut construire rapidement des groupes de discussions, de réflexions et d'actions pour mettre en place les structures de résistance. Il faut interpeller le plus grand nombre de jeunes possibles, pour qu'ils puissent réellement s'engager pour choisir leur vie, pour cesser de subir les choix de la droite.

Mais résister, ce n'est pas que se battre contre la droite. C'est aussi imaginer ensemble de nouvelles solutions progressistes et se battre pour les voir s'appliquer. C'est cette vision de progrès social, et cette capacité de proposition qui nous a manqué dans les dernières luttes des jeunes, comme celle contre la LRU. Après ces expériences, nous pouvons aller plus loin, parce que nous sentons que cette société marche à l'envers, et que nous ne supportons pas de voir se développer les injustices et la précarité. **C'est une société d'individus libres et solidaires que nous voulons construire. Une société débarrassée des discriminations et de la loi du fric du capitalisme.**

Le Mouvement Jeunes Communistes est un espace ouvert à tous les jeunes qui veulent changer la société. N'hésite pas à nous rejoindre. Organisés, nombreux et motivés, nous sommes plus forts !!!



Pour t'engager, rejoins la Jc !

Je m'organise avec les jeunes et les étudiants communistes.

Nom:..... Prénom:

Adresse :

CP: Ville :

Tél. : Mobile :

E-mail:

À renvoyer à

MJCF, 2 place du Colonel Fabien, 75019 Paris
Tél. : 01.40.40.12.45 - www.jeunes-communistes.org

La politique Sarkozy, une civilisation au service du profit !

Depuis qu'il est à la tête du pays Sarko n'a qu'une idée : réformer. Mais pour faire quoi ? **Il s'agit pour lui d'adapter la France à la mondialisation libérale et donc d'accentuer tout ce qui aujourd'hui crée les inégalités.** Pour le président, nous devons tous être des soldats de la guerre économique, et ne jamais profiter des richesses que nous produisons.

La rupture Sarkozy, c'est en fait celle avec le progrès permis par les conquêtes sociales gagnées de hautes luttes par les salariés, comme l'assurance maladie, les retraites, les services publics. Autant d'argent qui échappe aux appétits toujours plus grands des actionnaires.



Pour lui, tout doit être rentable : les élèves et les étudiants, les immigrés, les médicaments,...

Dans le monde de Sarko chacun doit s'en sortir seul, le mérite individuel remplace la solidarité qui permet de progresser ensemble et de contrer les inégalités. C'est donc une mise en concurrence généralisée des individus, des nations, des entreprises. **Dans cette**

guerre il y aura quelques gagnants et beaucoup de perdants. Et pour Sarko, tant pis pour eux. Les gagnants seront toujours les mêmes : ceux qui ont l'argent. Pendant qu'on fait croire à ceux qui n'ont rien qu'ils peuvent se faire une place au soleil ; en écrasant les autres et en étant les meilleurs serveurs d'un système qui les opprime pourtant eux-mêmes. C'est le confort pour quelques uns, la précarité pour l'ultra majorité.

Dans sa société, l'Etat sert à contrôler les citoyens et non plus à organiser la solidarité. Les jeunes, les immigrés sont les premières cibles de ce contrôle social, qui veut empêcher toute contestation. **Cette société c'est l'impossibilité pour les jeunes de construire leur projet de vie, de créer, s'épanouir, s'investir, réussir à l'école. Nous n'en voulons pas !**

La droite tente de faire croire que son projet de société est le seul possible. Rien de plus faut bien sûr ! Rien n'empêche d'inverser les rapports de forces. De donner le pouvoir aux citoyens, aux salariés, d'utiliser les masses financières qui ne servent qu'à spéculer pour créer de la richesse à partager entre tous. Rien n'empêche de développer le service public pour permettre à chacun de réussir dans sa formation, d'accéder à tous les besoins fondamentaux. Non seulement rien ne l'empêche, mais les moyens existent déjà pour faire cela.



Aussi, il est urgent de changer ce monde ! Le capitalisme mondial est en train de piller les ressources naturelles, de casser partout les droits sociaux, de rogner sur les salaires. Mais en faisant cela, il se met lui-même en péril et l'humanité avec lui. Comprendre le monde qu'on nous prépare est essentiel autant que d'en construire un autre. **L'heure est à la résistance face à la précarité généralisée et à l'invention d'un monde solidaire de plus en plus nécessaire.**



**Mouvement
Jeunes Communistes
de France**

www.jeunes-communistes.org



Loi Péresse

Formater l'université pour les besoins du marché

Pour perpétuer le système actuel, la droite et le patronat veulent, avec la LRU, placer l'université au service des intérêts des entreprises. Les évolutions scientifiques et technologiques font qu'aujourd'hui l'économie capitaliste a besoin de plus en plus de gens formés selon les nouveaux besoins du marché du travail. En ouvrant l'université aux financements privés, la LRU va permettre d'organiser la définition des connaissances que doivent acquérir les étudiants à partir des besoins spécifiques des entreprises. Pour la droite, l'individu doit au sortir de ses études, être « employable ». Derrière ce concept d'employabilité, se cache en fait la volonté gouvernementale de constituer une main d'œuvre docile et surtout bon marché.

La LRU est particulièrement représentative du projet de société de Nicolas Sarkozy.

Dans nombre de projets gouvernementaux, on retrouve des mesures du même type que celles inscrites dans la loi sur les universités : casse des services publics et de la fonction publique avec les attaques sur les statuts, présidentialisation de toutes les institutions et introduction de logiques managériales qui mettent en concurrence les individus. Le but de la droite est, avec ces mesures, de restreindre la sphère publique et de mettre à mal la démocratie pour accroître son pouvoir et servir les intérêts du patronat. Face à ces régressions, les jeunes communistes veulent construire avec les étudiants une Université permettant l'émancipation de chacun pour le progrès de toute la société.



Réforme du marché du travail

Plus de flexibilité et moins de droits pour les salariés

La refonte des règles du marché du travail concerne le contrat de travail, sa rupture (le licenciement), l'assurance-chômage et le service public de l'emploi et de la formation. Les négociations qui se sont déroulés dans un silence médiatique assourdissant ont débouché sur un accord qui va mettre en pièce un certain nombre de droits.

En ce qui concerne le contrat de travail, l'idée est de préserver sur le papier l'indicatif CDI mais de débarrasser le contrat de toutes les garanties sociales qui protègent le salarié en cas de rupture. Les patrons y gagneraient la généralisation du droit de licencier sans préavis ou presque. Les salariés seraient contraints d'accepter de travailler dans l'incertitude totale du lendemain, leur « sécurité » se résumant à la possibilité de conserver certains droits (mutuel, formation, prévoyance) pendant quelques mois après leur licenciement.

Mais cela ne s'arrête pas là. Un nouveau type de rupture de contrat va être créé, dit « rupture à l'amiable ». Autrement dit, le patronat va pouvoir augmenter la pression sur les salariés dont il veut se débarrasser. Les périodes d'essais vont être allongées de plusieurs mois, ce qui va augmenter l'incertitude de l'embauche effective.

L'objectif de la droite et du patronat est de précariser encore plus nos emplois tout en empêchant les salariés de se défendre. Qui osera encore revendiquer des conditions de travail décentes alors qu'il peut être licencié du jour au lendemain.

Nouveau traité européen

Graver dans le marbre les politiques libérales

Le mini traité présente les mêmes objectifs que la constitution de Giscard D'Estaing, rejetée en 2005 par les français et les néerlandais. Sur le plan économique, il prévoit une disparition progressive des services postaux nationaux, des systèmes de sécurité sociale... Au profit d'une « harmonisation européenne » par le bas. Ce traité faussement, qualifié de « simplifié » maintient toutes les dispositions qui avaient été rejetées en 2005 : dogme de la « concurrence libre et non faussée », Banque Centrale Européenne incontrôlable par les parlements, soumission des forces armées aux injonctions des États-unis par l'intermédiaire de l'OTAN...

Le mini traité va instaurer un cadre politique contraignant pour accélérer partout en Europe les politiques les plus libérales. A l'inverse, tout ce qui pourrait s'apprenter à de nouveaux droits a été écarté des discussions. Par exemple, l'idée d'un salaire minimum européen suffisant pour protéger les salariés de la précarité et d'une concurrence féroce, n'a même pas été évoquée.

Les dirigeants européens se sont entendus sur une adoption du mini traité par voie parlementaire dans tous les États membres. Sarkozy exclut toute idée de nouveau référendum sur l'avenir de l'Europe. Le traité sera adopté début février en France sans référendum, et ce malgré le non à la constitution Giscard et aux principes qui la guidait. Un véritable déni de démocratie !

Lois Hortefeux

Faire des étrangers les soldats de la guerre économique

Ces derniers mois ont vu se mettre en place un arsenal tous azimuts en vue du contrôle des migrants : politique de quota issue de «l'immigration choisie», objectifs chiffrés d'expulsions, chasse aux enfants sans papiers sur le pas ou même à l'intérieur de leur école, tests ADN... Avec à chaque fois de nombreux développements xénophobes sur la manière dont les étrangers « profiteraient » de la France.

Ce discours et ces lois ont pour objectif de montrer les étrangers comme étant responsables des maux de notre société, et en particulier du chômage massif. Pourtant, bien souvent, les migrants occupent des emplois sous-payés et pénibles que les autres salariés ne veulent pas faire. A l'autre bout de l'échelle, le « pillage des cerveaux » des pays du Sud organise la mise sous tutelle de l'ensemble de la matière grise de ces pays par les multinationales. Ceci uniquement au service du développement de leur profit.

La politique des quotas par pays et par métier vise à permettre au patronat de disposer d'une main d'œuvre corvéable à merci. Pour l'ensemble des métiers, qu'ils soient qualifiés ou non. Quelle aubaine pour un patronat qui essaie tous les jours de rogner sur les droits de l'ensemble des salariés !

Cette politique de mise en concurrence des salariés au service de la compétitivité des entreprises françaises va à l'inverse de toute politique de codéveloppement. Elle oppose les peuples, les divise pour mieux les asservir.